

## **L'Afrique de l'Ouest tremble face à la terreur**

L'Afrique de l'Ouest est-elle prête à contenir la terreur des confins du Sahel qui menace de s'étendre progressivement à toute la région, demande Cornelius Adedze ?

Les pays de l'Afrique de l'Ouest sont de plus en plus agités à mesure que les frappes terroristes, jusqu'à présent limitées à la périphérie des régions sahéliennes, se rapprochent de plus en plus de leurs frontières.

S'ils se seraient habitués aux guerres civiles et aux rébellions dans la région (Libéria, Sierra Leone, Sénégal, Guinée Bissau, Côte d'Ivoire), les kamikazes, les attaques et les meurtres dans les églises sont des expériences nouvelles.

Des dizaines de milliers de personnes déplacées internes et d'autres qui fuient à travers les frontières internationales vers des lieux plus sûrs sont devenues le lot des habitants des communautés de la région du Sahel.

"Nous sommes au centre d'une tempête qui touche tout le Sahel, du Burkina Faso au Mali, en passant par le Nigeria, le Tchad et la Libye ", aurait déclaré récemment Kalla Moutari, ministre de la Défense du Niger. Une tempête qui a également entraîné une augmentation du nombre de décès et de déplacements de populations à travers les régions et les frontières nationales.

Selon le Projet « Lieu et données sur les événements de conflit (ACLED), le nombre de victimes d'attaques contre des civils au Niger entre novembre 2018 et mars 2019 a augmenté de 500 pour cent. Le Mali et le Burkina Faso ont enregistré respectivement 300 % et 7 000 %. Dans certains rapports, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans certaines régions du Niger s'élèverait à 20 000 et passerait probablement à 100 000 d'ici la fin de 2019. Tous ces pays ayant des frontières communes avec les Etats côtiers, outre la menace terroriste à leur porte, l'afflux de réfugiés dans ces pays s'annonce très important.

Les problèmes continus du Nigeria avec Boko Haram dans sa région du Nord-Est ont commencé il y a 10 ans. Le résultat ? Quelque 11 000 personnes ont été tuées, des milliers ont été enlevées, y compris les écolières de Chibok, qui ont défrayé la chronique, et 2,2 millions de personnes auraient été déplacées dans leur propre pays. Le 13 mars 2016, trois hommes armés ont ouvert le feu sur une station balnéaire de Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire, tuant au moins 19 personnes et blessant 33 autres dans une attaque revendiquée par Al-Qaida au Maghreb islamique, AQMI. L'enlèvement de citoyens français, américains et japonais d'un parc national, dans le nord du Bénin, et d'un prêtre catholique du nord du Togo, par des terroristes, a fait sonner l'alarme dans les régions côtières du sud de l'Afrique occidentale. Le Ghana a récemment arrêté un homme armé dans une église près de sa frontière nord avec le Burkina Faso, un pays qui est en proie à des attaques contre ses églises.

Dans ses commentaires récents sur la situation, le Dr Festus Aubyn, chercheur à la Faculté des affaires académiques et de la recherche du Kofi Annan International Peace Training Centre, KAIPTC, Accra, Ghana, a noté que:

"Les frontières du Mali, du Tchad et du Burkina Faso font depuis 2017 l'objet d'attaques qui se propagent jusqu'au Ghana. Il y a eu des rapports selon lesquels des groupes terroristes veulent s'emparer de 70 pour cent du Burkina Faso et il y a eu des alliances et l'émergence de groupes terroristes qui cherchent à accéder aux zones côtières, nous devons agir rapidement," a-t-il averti.

La détérioration de la situation a été reconnue l'année dernière par le Président du Conseil de sécurité, Stephen Hickey (Royaume-Uni), lorsqu'il a demandé que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWAS) soit doté de moyens suffisants pour mener les actions de prévention visant à enrayer la propagation du terrorisme et du crime organisé transnational en Afrique occidentale.

"Le Conseil de sécurité souligne la nécessité d'une approche plus intégrée et inter-piliers dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire, de la paix et de la sécurité pour s'attaquer aux causes profondes des crises, prévenir de nouvelles tensions et violences, combattre l'exclusion et la pauvreté, renforcer la résilience des institutions et des communautés, promouvoir la bonne gouvernance et bâtir des sociétés pacifiques, justes et inclusives ", a conclu M. Hickey dans son discours.

Les pays d'Afrique de l'Ouest ont du mal à faire face au danger imminent, notamment parce qu'ils sont accablés, dépassés par les événements et n'ont pas les moyens d'affronter la situation. Il s'agit notamment des ressources humaines, de la collecte de renseignements et de l'équipement militaire. Les effectifs militaires et policiers des pays sont insuffisants. Pour une population de 28 millions d'habitants, le Ghana compte 15 500 soldats, la Côte d'Ivoire, 26 millions en compte 25 500, le Niger, 19 millions en compte 5 300. Le Mali, pris sous le feu de la terreur, et une population de 18 millions d'habitants, compte au total 10 000 soldats. (Source : Global Fire Power). Tous ces soldats ne représentent que 0,1 % de leur population totale et la situation n'est pas meilleure pour la police. Aucun des pays ne respecte le ratio recommandé par l'ONU, soit 225:100 000 habitants pour les forces de police. Le Ghana est à 83:100 000, le Nigeria, 187:100 000, le Niger, 41:100 000 et le Togo à 55:100 000. Avec des frontières poreuses et des équipements inadéquats, le défi de contenir ou " d'écraser " les groupes terroristes ne pourrait être que redoutable. Les dirigeants régionaux ont lancé un appel au reste du monde pour qu'il les aide à contenir cette situation alarmante et certaines réponses ont été apportées.

La chancelière allemande, Angela Merkel, lors de sa tournée de mai dans la région, s'est engagée à accorder 60 millions d'euros à la force G5 Sahel de 5 000 hommes constituée par les 5 pays sahéliens en 2014 mais toujours inopérante pour des raisons de difficultés financières et logistiques. En outre, elle a promis 35 millions d'euros au Niger et 20 millions d'euros supplémentaires au Burkina Faso.

La coopération entre les pays d'Afrique de l'Ouest est un autre obstacle majeur, bien qu'ils soient tous membres de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique occidentale) et aient signé des protocoles de sécurité et de coopération à cet effet. Il s'agit des protocoles tels que le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO, CPCC, soutenu par la Déclaration politique et la Position commune de la CEDEAO contre le terrorisme, en plus de ceux de l'UA. La CEDEAO a placé son CPCC, sous l'autorité de la Direction des affaires politiques, mettant ainsi une situation d'urgence dans une jungle bureaucratique et de sous-financement car les engagements financiers des États de la CEDEAO peinent à se réaliser. Largement soutenu par le financement des donateurs, le CPCC est un instrument très important qui pourrait contribuer à la lutte contre le terrorisme dans la région grâce à son système d'alerte rapide.

La situation est encore plus embrouillée par la multiplicité de gouvernements et d'organismes étrangers qui " combattent " le terrorisme en Afrique de l'Ouest. Les forces étrangères en présence sont les États-Unis, la France, les forces de l'UE et les forces interarmées locales telles que la Task Force multinationale conjointe (MNJTF), le FCG5S, etc. À l'autre extrémité se trouve l'ONU, dont la présence est quelque peu minée par le fait qu'elle n'a pas été précédée, comme c'est l'habitude dans de tels cas, d'un accord de paix, et que le mandat de lutte contre les terroristes est donc embrouillé par des difficultés, pis encore avec l'armée du pays dans lequel il se retrouve, le Mali étant un cas de figure. L'échange de renseignements entre les forces étrangères elles-mêmes est un obstacle majeur.

La Position politique et commune de la CEDEAO contre le terrorisme appelle les pays à " renforcer la coopération, les synergies et les efforts conjoints dans les domaines de la collecte et du partage de renseignements, des enquêtes, des poursuites et de l'application de la loi dans la prévention et la lutte contre le terrorisme " mais cela devient de plus en plus difficile à respecter.

Pire encore, depuis la déclaration de la CEDEAO à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, le 28 février 2013 les mécanismes spécifiques à mettre au point notamment a) une Unité de coordination de la lutte contre le terrorisme de la CEDEAO ; b) un mandat d'arrêt de la CEDEAO ; c) une liste noire des réseaux terroristes et criminels de la CEDEAO, afin de faciliter la coordination et l'échange d'informations entre les États membres d) un centre sous-régional de formation à la lutte contre le terrorisme n'ont pas encore vu le jour.

Entre-temps, lors d'un récent sommet des chefs d'État de la CEDEAO à Abuja, les dirigeants ont félicité l'"Initiative d'Accra", qui vise à promouvoir la coopération opérationnelle conjointe dans la lutte contre le terrorisme au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Mali, au Niger et au Togo. Cependant, le président hôte, Muhammadu Buhari, a appelé les autres chefs d'État à " agir collectivement pour mettre fin à la menace en adoptant une stratégie commune aux niveaux national et régional ". Parmi les autres mesures que la CEDEAO a l'intention de prendre figure un sommet extraordinaire le 14 septembre, à Ouagadougou, au Burkina Faso, pour " mieux coordonner la lutte contre le terrorisme ", dit-il.

Un autre défi majeur est le nombre de groupes terroristes et armés et la façon dont ils continuent de muter d'une forme à l'autre. Actuellement, on peut parler des groupes tels que AQMI, Ansarul Islam, Boko Haram (qui s'est fragmenté en deux groupes, Etat islamique, Province de l'Afrique de l'Ouest, l'autre), Etat islamique du Grand Sahara (ISGS), Ansar Dine, Janaat Nosrat al-Islam wal Mouslimin (JNIM), etc. Les combattre ou les engager d'une manière significative est un véritable problème, même si les pays eux-mêmes et leurs partisans étrangers ne sont pas unanimes dans leur approche pour résoudre ce problème.

Alors que la recherche d'une solution militaire et politique à la terreur en Afrique de l'Ouest se poursuit, d'aucuns pensent qu'un changement dans la situation socio-économique des jeunes, en particulier ceux qui sont les recrues des groupes terroristes et des bandes du crime organisé, serait une meilleure solution. Les chiffres du chômage de la Banque mondiale montrent que 60 pour cent des chômeurs en Afrique sont des jeunes (15-24 ans). Selon un rapport de l'OIT, 70 pour cent des travailleurs africains sont des " travailleurs pauvres " et 80 pour cent d'entre eux sont des jeunes. La nécessité de mettre les jeunes au travail, de leur offrir un travail décent et une rémunération décente pour les empêcher d'adhérer à des groupes terroristes et à la criminalité transnationale organisée ne sauraient être plus urgentes que maintenant. La pauvreté dans la région est estimée à 43 pour cent, selon le rapport « Perspectives économiques de l'Afrique de l'Ouest 2018 » de la Banque africaine de développement et la montée des inégalités et " le chômage aigu et la précarité ont touché les couches de population les plus importantes et les plus vulnérables - les jeunes, les femmes et les populations rurales ". Malheureusement, il s'agit là des personnes et des régions qui seront en grande partie les victimes et les auteurs d'attentats.

Le Président Issoufou Mahamadou de la République du Niger et Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, a déploré que le terrorisme soit devenu " une menace à la paix, la sécurité et la stabilité dans la région, aux institutions démocratiques et au développement économique ". Il a ajouté que " la menace des organisations terroristes et criminelles a pris une dimension stratégique parce qu'elle vise plus ou moins à remettre en cause l'existence de nos États et territoires sous leurs formes actuelles ".

Dans le but de renforcer leurs efforts coordonnés de lutte contre la "montée de l'insécurité" dans la sous-région ouest-africaine, les dirigeants ont annoncé un engagement d'un milliard de dollars sur la période 5 ans 2020-2024. Les pays doivent verser leurs contributions dans un fonds commun afin de renforcer les opérations des différents pays qui sont victimes d'attaques et les opérations militaires conjointes. En outre, la CEDEAO a l'intention de demander à la Banque mondiale et au FMI de " considérer les dépenses de sécurité comme des investissements ".

Conscient des causes éventuelles des attentats et de l'insécurité, le président burkinabé, Roch Marc Christian Kaboré, a rappelé à ses collègues chefs d'Etat que " des économies durables et des opérations militaires sont nécessaires pour combattre le terrorisme sur le long terme ".

"Pour vaincre le terrorisme au Sahel, la mise en œuvre de la stratégie pour le développement et la sécurité des pays du G5 Sahel est primordiale et urgente". Par conséquent, la construction d'infrastructures de transport, d'énergie, d'eau et de télécommunications contribuera au développement social et économique durable", a-t-il ajouté.

Dans le cadre du développement socio-économique, la Banque africaine de développement a proposé une nouvelle initiative "Desert to Power", 10 000 MW d'électricité d'origine solaire pour fournir de l'électricité à 250 millions de personnes dans 11 pays : le Burkina Faso, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Soudan, Djibouti, le Sénégal et le Tchad sont conformes aux objectifs de développement durable des Nations Unies, à l'Accord de Paris sur le climat et à l'Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique.

"Le déficit énergétique est un obstacle au développement de nos États ", a déclaré M. Kabore. "Les coûts de production de l'énergie devraient être moins élevés, accessibles aux populations et avoir un impact dans des secteurs tels que l'agriculture, la santé, l'éducation et la sécurité

Un rapport récent du Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix, WANEP, intitulé Extrémisme violent et terrorisme en Afrique de l'Ouest, met en garde contre la " propagation progressive vers le sud " du terrorisme avec des implications significatives pour les États côtiers. "La faible capacité de l'Etat à fournir des emplois et des services sociaux de base", selon WANEP, est l'un des principaux facteurs de l'extrémisme violent et de la radicalisation des jeunes sans emploi et sous-employés dans la région. L'Etat, souligne le rapport, doit prévenir cette situation alarmante en " mettant à la disposition de sa population des services concrets qui relèvent de la responsabilité de l'Etat ".

La nécessité de lier la pauvreté, le chômage, l'insuffisance des infrastructures et des services sociaux à l'insécurité croissante et aux actes de violence et de terreur dans la sous-région est devenue de plus en plus évidente pour les dirigeants de la région, d'où la volonté d'aborder les problèmes sous les angles socioéconomique et sécuritaire. La recherche d'une solution au problème peut être proche à condition que l'approche à double tranchant, une combinaison de puissance douce et dure soit soutenue dans la même mesure. Cependant, les Etats et le groupement sous-régional de la CEDEAO ne disposent pas de plans de développement clairs pour faire face à la menace terroriste, hormis les plans militaires provisoires qui ont échoué jusqu'ici et qui, ironiquement, devraient être renforcés par la promesse de 1 milliard de dollars sur une période de cinq ans .

*\* Cornelius Adedze et Rédacteur auprès de TWN-Africa*

## Le Burkina brule

Le Burkina Faso, qui était autrefois un pays pacifique, a été pris dans la tempête terroriste à mesure que des vagues de terreur se déchaînent sur le pays. Partant des attaques isolées, le pays vit maintenant sous le coup d'attaques multiples et bien coordonnées sur tous les fronts, avec des conséquences dévastatrices et des pertes en vies humaines, tant parmi les civils que pour les forces de sécurité, écrit \*Arsene Kabore.

Le 15 janvier 2016, vers 19h00, un groupe de trois hommes non identifiés, munis d'armes automatiques, ont ouvert le feu sur la terrasse du restaurant "Le Cappuccino", à Ouagadougou, fréquenté par de nombreux Occidentaux. Le Burkina Faso n'a jamais connu un attentat terroriste de cette ampleur. Peu de temps après, l'hôtel le splendide qui se trouve en face du Cappuccino était en feu.

Cinquante hommes, burkinabés et français, ont participé à l'assaut contre les hôtels Splendid et Le Cappuccino. Au total, l'attaque a fait 30 victimes, toutes mortes dans la cour de l'hôtel Le Cappuccino. L'attaque à l'intérieur du Splendide a blessé plusieurs personnes, mais aucune n'a été tuée. Ce fut le début d'une histoire d'attentats terroristes qui va marquer le Burkina Faso pendant des années.

Le 13 août 2017, un an et demi plus tard, le cauchemar reprenait à quelques centaines de mètres du Cappuccino et du Splendid Hotel. Cette fois, c'est le café-restaurant Hallal Aziz Istanbul, situé sur l'avenue principale de la capitale, qui a été pris pour cible par deux terroristes venus à moto, qui ont tiré sur les clients assis, tuant 19 personnes et en blessant environ 20 autres. Personne n'a revendiqué la responsabilité des attentats depuis lors. Plus tôt en janvier 2017, des hommes armés non identifiés ont tué un imam dans la commune rurale de Tongomayel, et les enseignants ont reçu l'ordre de quitter leurs postes.

Février 2017, une cache d'armes appartenant à des terroristes a été découverte dans le nord du Burkina Faso.

Un mois plus tard, deux personnes, dont le directeur de l'école primaire de Kourfayel, ont été tuées par balles par des hommes armés non identifiés et une école de Baraboulé à Soum a été incendiée.

En réponse à tout cela, l'opération Panga, une opération militaire transfrontalière conjointe entre les forces armées du Mali, du Burkina Faso et de la France (Barkhane), a eu lieu du 27 mars au 10 avril 2017 pour combattre les groupes terroristes armés. Plus de 1 200 hommes, 200 véhicules et une douzaine d'hélicoptères, des chasseurs-bombardiers Mirage 2000 et des drones Reaper ont effectué, village après village, pendant plus de deux semaines, des opérations de contrôle et des fouilles sur 2500 km<sup>2</sup> dans la forêt de Fhero, une zone transfrontalière entre le Burkina Faso et le Mali. C'est cette zone qui sert de base arrière aux terroristes dans le nord du Burkina Faso.

Le résultat de l'opération ? Deux terroristes tués, huit autres capturés ainsi qu'une douzaine de suspects remis aux autorités burkinabè, et deux fonctionnaires capturés par des hommes armés non identifiés ont été sauvés.

L'opération n'a pas effrayé les terroristes puisque sur les 13 régions du Burkina Faso, 7 connaîtront dès lors les attaques quotidiennes des terroristes. Parmi celles-ci figurent la Région de l'Est, le Centre-Est, la Boucle du Mouhoun, les Hauts Bassins, la Région Nord, le Centre-Nord, le Sahel et les Cascades.

Vendredi 2 mars 2018, l'ambassade de France à Ouagadougou, la capitale, ainsi que l'armée ont été la cible d'attaques qui ont fait huit morts parmi les forces burkinabés et plus de 80 blessés.

Le 19 août 2018, l'armée a signalé que " le détachement militaire de Koutougou, province de Soum, dans la région du Sahel, avait été la cible d'une attaque majeure perpétrée par des groupes terroristes armés " dans laquelle plus d'une dizaine de soldats avaient été tués et plusieurs blessés. En raison des meurtres incessants de militaires et de civils dans les villages du Burkina Faso, les terroristes ont réussi à créer de la discorde entre les communautés qui se méfient désormais les unes des autres.

Depuis le 1er janvier 2019, cinq jours après l'attaque de Toeni qui a tué 10 membres des forces de sécurité, l'état d'urgence a été déclaré par décret présidentiel dans plusieurs régions du pays.

La prorogation de l'état d'urgence, après les six premiers mois, a été dûment effectuée par le Parlement le 11 juillet 2019, pour une nouvelle période de six mois, afin de permettre aux opérations des forces de sécurité de se poursuivre sans relâche.

Le 3 février 2019, l'armée burkinabé, dans une contre-attaque, a engagé les terroristes dans des batailles dans les provinces de KAIN, Yatenga, Nord, BANH, Lorum, Nord et BOMBORO, Kossi, et Boucle du Mouhoun. Dans un communiqué diffusé après les opérations à la télévision nationale (RTB), le commandant de l'armée a révélé que les 3 opérations conjointes avaient permis aux forces de défense et de sécurité de tuer 146 jihadistes. Le chef de l'armée a appelé le peuple à collaborer avec l'armée pour l'aider à sécuriser la nation dans son ensemble.

Le 12 mai 2019, le prêtre catholique Simon Yampa et cinq de ses paroissiens ont été tués lors d'une célébration de la messe à Dablo par des hommes armés non identifiés. Le président Roch Marc Christian Kabore a mis en garde le peuple contre les tentatives des terroristes de jouer la carte ethnique et de diviser les Burkinabés : " Ils ont d'abord essayé de monter les groupes ethniques les uns contre les autres, aujourd'hui, ils se tournent vers les communautés religieuses. L'ennemi va essayer de nous pousser vers le chaos. Je vous invite, mes compatriotes, à rester unis et solidaires, car nos ancêtres ont toujours vécu ensemble comme un seul peuple, debout, comme un seul homme. Nous ne coulerons pas. Nous devons faire de cette lutte contre le terrorisme une lutte collective et individuelle à tout moment".

Le chef de l'opposition, Zephirin Diabre, en soutien au Président, a également déclaré : "la nouvelle tactique de notre ennemi commun est de nous diviser, de nous opposer et de mieux nous combattre. C'est donc à nous d'éviter ce piège en œuvrant au renforcement de la tolérance légendaire et de la solidarité active qui ont toujours caractérisé les relations entre toutes les confessions religieuses de notre pays ".

Le même jour, quatre fidèles catholiques ont été tués dans l'après-midi à leur retour d'une procession avec la statue de la Vierge Marie dans la commune de Zimtenga, province de Bam, région du Centre Nord. Selon Emile Bayala, directeur des communications de la région Nord, au retour des fidèles, ils ont été interceptés par des hommes armés non identifiés qui ont tiré et tué quatre adultes, épargné les enfants et détruit complètement la statue de la Vierge Marie. Réagissant aux tragédies, le cardinal Philippe Ouedrago, archevêque de Ouagadougou, a appelé les citoyens à rester unis : « Un doigt ne ramasse pas la farine. C'est ensemble et en synergie que nous vaincrons. Le peuple gagnera. Le Seigneur est ici avec nous, nous gagnerons ».

La Fédération des associations islamiques du Burkina Faso, dont les membres n'ont pas été épargnés par les attentats, par l'intermédiaire de leur président El Hadj Boubacar Yugo a déploré l'attaque contre les religieux et a déclaré dans un communiqué : " La Fédération des associations islamiques du Burkina (FAIB) a appris avec consternation une fois encore l'attaque lâche des paroissiens le dimanche 12 mai 2019 à Dablo dans la province de Sanmatenga, qui a tué six de nos compatriotes dont le curé de ladite église. Ces massacres et une série d'autres massacres récemment perpétrés à Sirgadji contre une autre église, qui ont entraîné la mort du pasteur et de cinq autres personnes, ainsi qu'à Arbinda contre l'imam local et plusieurs autres actes terroristes contre des imams, ne sont pas justifiés. Malgré l'ignominie et la profondeur de la douleur, la FAIB, appelle tous les Burkinabés sans exception, religieux ou ethniques à s'unir contre le terrorisme qui tue sans foi".

#### Exécutions extra-judiciaires

Les opérations de l'armée n'ont pas été exemptes d'accusations d'exécutions extrajudiciaires par des groupes de la société civile. Le 14 mars 2019, le Mouvement Burkinabè pour les Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP) a révélé dans une enquête menée à la suite des 146 terroristes présumés tués en février dernier par les forces de sécurité que des exécutions extrajudiciaires de populations civiles (hommes et femmes) ont eu lieu à Kain et dans les villages voisins.

Selon Chrysogone Zougmore, président du MBDHP, 60 victimes ont ainsi été sommairement exécutées de sang froid dans les localités de Kain, Sunam, Tiabéwal, Guingui, Daybara, et Somme.

Zougmore a signalé qu'au cours du mois de février et de la première semaine de mars, l'équipe d'enquête a mené des enquêtes dans les localités et écouté 65 victimes, parents de victimes et témoins des événements dans les communes et villages de Kain, Sounam, -Tiabéwal, Guingui, Daybara, Somme, Ouahigouya et Ouagadougou.

"L'information recueillie a été vérifiée auprès de diverses sources" a déclaré M. Zougmore, qui a ajouté qu'il existait des preuves solides qu'il n'y avait pas eu de combats entre des éléments des forces de sécurité et les terroristes présumés. Certaines des balles ramassées se trouvaient près des maisons des victimes.

L'organisation de défense des droits de l'homme a donc condamné la pratique des exécutions extrajudiciaires qui ouvre la voie à tous les abus possibles, allant du règlement de comptes aux exécutions planifiées et ciblées à grande échelle.

Human Rights Watch (HRW) affirme également dans un rapport de 63 pages publié le 22 mars 2019, que les forces de sécurité du Burkina Faso ont sommairement exécuté plus de 115 civils



depuis le milieu de l'année dernière lors des opérations contre les islamistes armés, qui ont tué plus de 40 personnes dans les mêmes circonstances.

L'organisation affirme avoir recueilli des informations sur "l'exécution par les forces de sécurité burkinabè de plus de 115 hommes accusés de soutenir ou d'héberger des islamistes armés", ainsi que l'exécution par des djihadistes de 42 personnes qu'ils soupçonnaient de coopérer avec le gouvernement.

Malgré tout, le Burkina Faso a connu une forte recrudescence des attaques islamistes au cours des trois derniers mois, les organisations djihadistes cherchant à étendre leur influence au Sahel.

Ces accusations et la multiplication des attentats terroristes n'ont cependant pas empêché les forces de sécurité de mener à bien leurs opérations. Après l'opération Otapuanu (" Tonnerre " en langue Gulmacéma), du 7 mars au 12 avril, que l'armée a qualifiée de très réussie dans les régions de l'est et du centre-est, les forces armées ont lancé une nouvelle opération appelée Ndofofu (" déracinement " en langue fulfulde) dans le Sahel et les régions du nord. L'opération Otapuanu avait permis aux forces de sécurité de capturer des centaines de terroristes, dont l'influent Diallo Oumarou, surnommé Diaw Oumarou. Sept membres des forces de sécurité ont succombé au cours de l'opération.

#### Personnes déplacées internes

Outre le bouleversement de leur vie qui s'accompagne d'insécurité, de peur et de perte de moyens de subsistance, la fuite devant le danger constant sous lequel ils vivent a engendré de nombreux déplacements internes de populations. Le 1er octobre 2019, le Haut-Commissaire de la province de Bam, Ambrose Ouédraogo, a déclaré que la ville de Kongoussi avait accueilli entre 17 000 et 19 000 personnes déplacées dans les 72 heures suivant les dernières attaques meurtrières dans les municipalités de Zimtenga et Bourzanga. Il s'exprimait en marge d'une réunion de crise du Comité provincial d'aide d'urgence (COPROSUR) pour examiner la situation humanitaire des personnes déplacées et proposer des réponses.

Le maire de la municipalité de Zimtenga, Salifou Macaire Ouédraogo, a corroboré le rapport en disant que les habitants de 30 villages sur 41 de la municipalité ont déménagé à Kongoussi, abandonnant leurs villages.

Le Burkina Faso est confronté à une situation tragique écrasante qui semble interminable. Des vies inutilement perdues, des moyens de subsistance perturbés, une peur perpétuelle parmi la population et des ressources rares qui devraient être consacrées à la mise en place des infrastructures de développement pour les personnes sont consacrées à la sécurité du pays dans la lutte contre le terrorisme.

*\* Arsène Kabore est un journaliste basé à Ouagadougou, Burkina Faso*